



Système des Nations Unies
à Madagascar

26 FEVRIER 2009

Communiqué Système des Nations Unies à madagascar

Antananarivo, le 26 février 2009

Les Nations Unies expriment leur préoccupation suite aux déclarations faites à l'issue de la journée du mercredi 25 février 2009 par les principaux participants au dialogue. Nous avons pris note de la déclaration de l'Archevêque Odon Razanakolona et nous avons informé immédiatement le Secrétaire Général de l'ONU ainsi que le Département des Affaires Politiques de la situation.

Nous rappelons que lors de la visite du Représentant du SG M Haile Menkerios les deux parties ont suggéré et accepté le FFKM comme médiateur.

Il appartient aux parties malgaches de régler leurs différends par des moyens pacifiques.

Les Nations Unies réitèrent leur offre de soutien au processus de la réconciliation nationale.

Source: <http://www.snu.mg/new/sites/snu/index.php>



26 FEVRIER 2009

Comité Démocratique International (CDI)
APPEL pour « LA PAIX CIVILE A MADAGASCAR »

Madagascar, la Grande Ile, connaît une nouvelle crise institutionnelle qui par sa gravité compromet tout processus démocratique, tout projet de développement et laisse planer une menace de guerre civile. ' Les manifestations d'Antananarivo ont échappé au contrôle des organisateurs pour devenir des émeutes populaires dont le moteur est celui du mécontentement face à la misère endémique qui touche les plus défavorisés.

Nous saluons les efforts de la Communauté Internationale et du Conseil des Eglises Chrétiennes de Madagascar pour trouver une issue à la crise et éviter que se reproduisent les incidents sanglants des dernières semaines qui ont fait plus de 130 morts dans l'ensemble du Pays.

Nous associons à la tristesse des familles des victimes avec nos très sincères condoléances et aux blessés malgré leur souffrance tous nos vœux de bon rétablissement.

Dans tout processus démocratique, l'alternance est sanctionnée par le vote des citoyens ou de la représentation nationale. Cette crise entraine la paralysie de l'Etat et la récession socio- économique sans apporter les modifications nécessaires à l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre, reste à constater que cette aspiration légitime de la population est loin d'être satisfaite.

La crise réveille les vieux démons qui s'agitent dans la vie politique malgache. Nous dénonçons déjà ces risques dès 1972 lors de la première crise institutionnelle avec la création à Paris d'un Gouvernement malgache démocratique provisoire en exil dissous après les élections en 1975 en signe d'apaisement dans l'intérêt national. Nous laissons le soin à chacun d'en juger au regard de l'Histoire. Nous préjugeons des risques de dérives dangereuses dans ce genre de situation. Nul ne peut prétendre confisquer la démocratie à son seul avantage et le manque de concertation reste l' handicap majeur à son plein exercice.

Au nom du Fihavanana, devant les menaces d'une guerre civile il ne faut pas céder à toutes les formes de provocations qui ne peuvent qu'entraîner le Pays à sa perte pour son plus grand malheur. Le C.D.I propose la création d'un Mouvement d'Unité Nationale pour mettre fin à tout affrontement avec l'obligation pour tous de revenir dans le cadre institutionnel d'un Etat de Droit et déterminer la procédure et le calendrier à suivre .

Le risque de voir cette crise s'éterniser à la suite de transactions de couloir qui ne résoudront rien. Si cela était le cas , il faut redonner la possibilité au Peuple Malgache de s'exprimer par la voix d'une consultation populaire qui s'imposera à tous ,au moins que l'on ne assiste comme en 1972 à un coup d'Etat militaire comme le préconisait certains membres de l'opposition bien avant les événements.. A force de jouer avec le feu on se brûle. Il est du devoir de chacun de se souvenir du sacrifice de tous ceux morts dans l'espoir d' un'avenir meilleur dans l'Unité Nationale car tout développement socio-économique ne pourra se faire sans un retour à la Paix Civile. « *Laisse la colère, abandonne la fureur, Ne t'irrite pas ce serait mal faire* » (Psaumes 37-8)

Dr, Richard RAHERIVELO RAMAMONY
Comité Démocratique International richard.
raherivelo@orange.fr Nîmes,
le 26 février 2009

LE QUOTIDIEN

26 FEVRIER

Forces Armées

Légalité veut dire régime démocratiquement élu

Le Président Marc Ravalomanana a effectué hier une tournée régionale durant laquelle il a visité Toamasina et Mahajanga. Air Force One a atterri à l'Aéroport d'Ambohimasasa vers 11 heures 30 minutes. Parmi la délégation présidentielle, on a noté la présence des responsables des forces de l'ordre dont le Ministre de la Défense Nationale, le Cergom (Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée Malgache) et du commandant de la gendarmerie nationale et son moins commandant de l'Enmo/Nat (Etat-Major Mixte Opérationnel au niveau national).

Lors de ces déplacements, le Président Marc Ravalomanana a rencontré les Autorités militaires et civiles de ces deux chefs-lieu de Région, respectivement Atsinanua et Boeny. En effet, le Chef de l'Etat a présenté officiellement à ces derniers le nouveau Ministre de la Défense nationale, le Vice Amiral Rasavosiasoa Manly Solofo, le nouveau Chef de l'Etat Major Général de l'Armée Malgache, Le Général Rasolomahendry Eknostol, et le nouveau Commandant de la Gendarmerie nationale, le Général Pily Gilbert. Une occasion pour le nouveau Ministre de la Défense de souligner que les forces armées n'obéissent qu'aux ordres des tenants actuels du régime démocratiquement élus. Le Chef Suprême des forces Armées a dirigé des réunions à huis clos avec les différents responsables de la sécurité publique, ce dans un contexte où les autorités s'attellent au redressement de l'économie nationale, à la mise en oeuvre du Map (Madagascar Action Plan) et la préparation du prochain Sommet de l'Union Africaine qui sera bénéfique à plus d'un titre pour le pays. Pour sa part, le général Gilbert Pily a rappelé que les forces de l'ordre ont pour mission de défendre la patrie et la

légalité ainsi que les institutions de la République. Durant chaque rencontre qui s'est déroulée à la Résidence présidentielle à Toamasina, et à la Maison verte à Mahajanga, le Président de la République a insisté sur l'établissement d'une sécurité qui permettrait aux citoyens de travailler sereinement et a annoncé que l'Etat cherchait tous les moyens pour relever les difficultés économiques et sociales engendrées par les derniers événements qui ont secoué le secteur socio-économique malgache. Par ailleurs, le Président Marc Ravalomanana a rappelé qu'il reste à l'écoute et est prêt à discuter avec tous ceux qui ont de bonnes propositions pour développer le pays. Durant ces déplacements, le Chef de l'Etat a tenu à rassurer la population sur la situation actuelle.

Avant de se rendre à Toamasina, le Président de la République a reçu, au Palais d'Etat d'Anvoloha, une forte délégation de sénateurs conduite par le Président du Sénat, Yvon Randriassorantsoa. La rencontre a été axée sur la situation actuelle sur laquelle les deux parties ont échangé des points de vue.



Le Chef de l'Etat accompagné par le Colonel Tolo Vincent et le Général de Brigade Pily Gilbert (c) à son arrivée à Toamasina



La légalité, c'est le régime démocratiquement élu.



Les hauts responsables militaires et les hauts personnalités de la région Boeny

26 FEVRIER 2009

PAGE 5 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU JEUDI 26 FEVRIER

VISITE PRÉSIDENTIELLE

Rencontre avec les forces de l'ordre

Profitant de la présence du président Ravalomanana, les responsables des forces de l'ordre ont lancé un appel à la discipline.

Le président de la République Marc Ravalomanana a préféré se rendre à Toamasina et à Mahajanga, hier, au lieu de rejoindre le lieu de la négociation avec « le président de la Haute autorité de la transition » Andry Rajoelina à Ambohimambola.

Il a rencontré les forces de l'ordre locales lors de ces déplacements. Sa délégation était composée du ministre de la Défense nationale, le vice-amiral Mamy Soafoniana Ranaivoniarivo, du Chef d'état-major général de l'armée malagasy (Cemgam), le général Edmond Rasolomahendry, ainsi que du commandant de la gendarmerie nationale et premier responsable de l'Etat-major mixte opérationnel national (Emmo/Nat), le général Gilbert Pity

Plus de béton

A Mahajanga, le président de la République s'est contenté de prononcer le discours inaugural de la rencontre, en laissant le vif du sujet à ses collaborateurs.

Le vice-amiral s'est ainsi adressé aux officiers et sous-



Session de travail du président de la République avec les responsables des forces de l'ordre à Mahajanga.

officiers militaires, rassemblés dans l'ancienne résidence au bord de la mer. « L'usage des bâtons est maintenant abandonné. Nous sommes à l'heure des faits d'assaut. Cela se fera dans la légalité », a-t-il affirmé à l'intention des forces chargées du maintien de l'ordre.

De son côté, le Cemgam a insisté sur l'unité des forces armées. Il a averti ceux qui ont l'intention de désobéir

au règlement. Avant de s'envoler pour la Cité des Fleurs, Marc Ravalomanana a tenu une réunion à huis clos avec les responsables des forces de l'ordre à Toamasina, à la résidence présidentielle.

Il a annoncé aux membres de la presse, présents sur les lieux, l'acquisition de nouveaux matériels pour les forces de l'ordre.

Dans le Sud, l'éventuelle

visite du Président à Toamasina pour ce jour a été annoncée hier après-midi lors du meeting de l'opposition sur la Plage de la démocratie, au bord de la mer. Des dirigeants du mouvement ont annoncé que, selon leurs sources d'information, Marc Ravalomanana allait procéder à l'inauguration de travaux dans le camp militaire Raveloson Mahasampo.

Fano Rakotondrzaka

ASSEMBLÉE NATIONALE

Hausse des avantages des députés

L'AUGMENTATION des avantages des députés depuis la semaine dernière surprend la plupart des bénéficiaires qui se sont rendus à l'Assemblée nationale pour les récupérer. Il y aurait eu une révision à la hausse des

indemnités pour le carburant et des crédits téléphoniques alloués à ces parlementaires. En outre, les membres du bureau permanent de la chambre basse seraient dotés de nouveaux 4x4.

Différents députés en fonction ont avancé que

chacun d'entre eux obtient actuellement Ar 3 millions pour le carburant contre Ar 2,2 millions suivant l'augmentation lors de la dernière session parlementaire ordinaire. De plus, le crédit téléphonique de chaque député passe d'Ar 240 000

à Ar 640 000.

Concernant les sept voitures Nissan 4x4 Grand Tiger rangées dans le garage de l'Assemblée nationale, un concessionnaire a affirmé qu'elles sont évaluées chacune à Ar 40 millions.

F.R.

----- Original Message -----

From: veille.information@madagascar.gov.mg

To: [undisclosed-recipients:](#)

Sent: Thursday, February 26, 2009 1:17 PM

Subject: Informations, Février 26. 13H 00

CELLULE VEILLE ET INFORMATION

Antananarivo, 26 février 2009

Mesdames, Messieurs,

Merci de trouver les informations de cette matinée.

Un Conseil des Ministres a été dirigé par le Président de la République Marc Ravalomanana ce matin. Les informations sont disponibles sur le site : www.presidency.gov.mg

Déclaration du Ministre de l'Intérieur à la presse :

A l'issue des conseil des ministres de ce jeudi 26 février 2009, instruction a été donnée au Ministre de l'Intérieur Rabenja Sehenarisoa de faire une déclaration expliquant au peuple malgache, notamment à la population d'Antananarivo les raisons de l'interruption de la rencontre d'hier et de l'absence de Président de la République à cette rencontre.

Selon le Ministre : le nombre des membres des délégations devant participer à ce type de rencontre étant préalablement défini pour chaque parti, un nombre de participants excédant ce qui est convenu porterait atteinte à la sécurité des parties en présence. Dans ce cas précis, la sécurité présidentielle est mise en cause.

Concernant le fondement et les bases des discussions, le Ministre a affirmé que ceux-ci devront être conformes aux dispositions constitutionnelles. La violation de celles-ci infirmerait d'office la poursuite des discussions, nul ne pouvant prétendre être au-dessus de la loi.

Retrait de l'Archevêque Odon Razanakolona dans le camp des médiateurs de la rencontre entre le Président Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina (25 février 2009). Une annonce a été faite hier soir dans ce sens par le Président du FFKM qui demande aux nations unies de prendre le relais.

Communiqué du Système des Nations Unies à Madagascar :

Nous avons pris note de la déclaration de l'Archevêque Odon Razanakolona et nous avons informé immédiatement le Secrétaire Général de l'ONU ainsi que le Département des Affaires Politiques de la situation.

Nous rappelons que lors de la visite du Représentant du SG M Haile Menkerios les deux parties ont suggéré et accepté le FFKM comme médiateur.

Il appartient aux parties malgaches de régler leurs différends par des moyens pacifiques. Les Nations Unies réitèrent leur offre de soutien au processus de la réconciliation nationale.

Source: Système des Nations Unies à Madagascar

http://www.snu.mg/new/sites/snu/article.php?article_id=842&lang=fr

Andry Rajoelina a annoncé dans la soirée du mercredi qu'il va rompre toute discussion avec le Président Marc Ravalomanana.

Infos Régions :

ATSIMO ANDREFANA

Les Opposants, ayant cru que le président de la république Marc Ravalomanana allait débarquer à Tuléar hier soir (25/02/09), ont rameuté leurs partisans pour se rendre à l'aéroport afin de s'y opposer. Mais comme le Président n'était pas venu, ils ont alors détruit et pillé une boutique locale. Les forces de l'ordre ont répliqué et ont arrêté une vingtaine de personnes. La situation est maintenant maîtrisée et la région est calme ce matin.

BOENY

COMMUNIQUE (25/02/09 par la région Boeny)

Passage du Président de la République Marc Ravalomanana dans la capitale du Boeny.

Le Président de la République Marc Ravalomanana accompagné du Ministre de la Défense, le Vice-Amiral Ranaivoniarivo, le Chef d'Etat Major de la Gendarmerie Nationale, le Général de Brigade Pily Gilbain et le Chef d'Etat Major Général de l'Armée Malagasy, le Général de Brigade Rasolomahandry Edmond ; ont été de passage à Mahajanga ce 25 Février 2009.

Une réunion des Officiers s'est tenue à la Résidence ex-Faritany au bord de la mer.

Après une brève présentation de la Délégation, le Président de la République a donné la parole au Ministre de la Défense afin que ce dernier puisse expliquer ce qu'est la légalité du pouvoir.

« *Le pouvoir en place détient encore le pouvoir légal* », a-t-il souligné. L'Union des Forces de l'Ordre, Policiers, Gendarmes et Armée doit alors refléter cette légalité.

Vous souhaitant bonne réception

La Cellule Veille et Information

CRISE POLITIQUE

Les négociations échouent

Les discussions entre le Président et l'ex-maire de Tana se terminent en queue de poisson. Mgr Odon Razanakolona et Andry Rajoelina claquent la porte.

C OUP dur pour les négociations. Le président Ravalomanana

n'est pas venu à Ambohimambola hier après-midi. Il a effectué une visite à Toamasina et à Mahajanga au moment où tous les autres acteurs de la rencontre attendaient sur le lieu du rendez-vous.

Le communiqué du FFKM a confirmé l'absence du chef de l'Etat. " Ses émissaires ont assuré qu'il est prêt à discuter demain ", a rapporté Mgr Odon Razanakolona, archevêque d'Antananarivo et président du Conseil chrétien des églises (FFKM).

Mais derrière la déclaration laconique du FFKM se dessine inexorablement la fin des négociations. L'absence de fait du chef de l'Etat hier, précédée par des rencontres qui ne dépassaient pas le tour d'une montre, constitue autant de signes qui ne présagent rien de bon pour l'avenir des négociations.

A partir de là, les négociations qui étaient dès le départ fondées sur des bases fragiles, s'écroulent comme un château de cartes. C'est dans ce contexte que Mgr Odon Razanakolona, endossant cette fois-ci sa casquette d'archevêque d'Antananarivo, a rendu son tablier de médiateur. "Après mûre réflexion, j'ai décidé de ne plus participer aux travaux de médiation", a-t-il indiqué à l'Episcopat à Antanimena.

Mgr Odon Razanakolona,



Odon Razanakolona et Andry Rajoelina députés hier après deux jours de négociations infructueuses.

jusqu'ici « tenu par les règles du jeu », s'affranchit de celles-ci et désavoue les déclarations lénifiantes du FFKM sur les négociations. « Les discussions semblent bloquées et n'aboutissent à rien (...) Elles ne sont pas allées loin. Nous avons constaté que nous ne nous en sortons pas », a-t-il résumé.

Appel aux Nations unies

L'archevêque d'Antananarivo, se sentant dépassé par les événements, lance alors un signal de détresse à l'Organisation des Nations unies pour résoudre la crise. « Je m'en remets aux Nations unies (...) pour chercher des solutions plus adaptées à la situation », a-t-il ajouté.

Les dernières chances de la poursuite du dialogue s'envolent d'une manière définitive après l'annonce

d'Andry Rajoelina de rompre les discussions. « Je cesse ma participation aux négociations », a-t-il indiqué dans la déclaration qu'il a faite à son domicile en fin d'après-midi.

Pour expliquer son choix, le « président de la HAT » n'a pas été tendre envers le chef de l'Etat. Il critique, entre autres, le « manque de maturité et le mépris de la population » affichés par le président Ravalomanana, ainsi que l'« attitude provocatrice » de ce dernier

durant le processus.

La tension politique monte ainsi d'un cran après la journée mouvementée d'hier. Andry Rajoelina a lancé un appel à ses électeurs pour « soutenir la légalité ». Il donne rendez-vous à ses partisans ce jour à Mahamasina, pour « déloger » Guy Rivo Randrianarisoa, président de la Délégation spéciale (PDS) de la mairie d'Antananarivo et pour « réinstaller Michèle Ratsivalaka » en tant que maire.

Iloniaina Alain

Les Nouvelles-26/02/09

AMBOHIMANAMBOLA Choqué, Andry TGV met un terme aux négociations

Les efforts fournis au cours des trois derniers jours de négociation semblent avoir été vains. La journée d'hier a été le crépuscule du face à face entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. L'évolution du dialogue prend une autre tournure.

Andry Rajoelina, encore prêt à poursuivre le dialogue, était venu au rendez-vous habituel à Ambohimambola, en compagnie d'une forte délégation formée par les membres de son gouvernement de la transition, ainsi que de ses mandataires. Mais en constatant que Marc Ravalomanana n'a pas fait acte de présence sur les lieux, choqué, celui-ci a pris la déci-

sion de rompre les négociations.

Il était aux environs de 17 heures quand le conseil œcuménique des Eglises chrétiennes à Madagascar (FFKM) a rapporté le déroulement de la séance. En marchant tête baissée vers les médias et d'un air découragé, monseigneur Odon Razanakolona a mentionné l'absence du président Marc Ravalomanana à ce rendez-vous: «Le président Ravalomanana n'est pas venu pour ce face à face. Selon ses mandataires, il devait encore visiter quelques régions. Néanmoins, il est encore prêt à poursuivre le dialogue». Le FFKM n'a pas manqué non plus de rapporter la décision de

Andry Rajoelina de suspendre le dialogue dont «les raisons seront mentionnées par écrit et adressées aux quatre chefs d'Eglise».

Trop de temps perdu

Mais la situation évolue d'heure en heure. La modification du mot «suspension» dans sa déclaration a suffi pour changer toute la donne. Si, dans l'après-midi, le président de la haute autorité POUJ1a transition a sollicité la suspension des négociations, dans la soirée, celui-ci a déclaré officiellement rompre définitivement le dialogue. La décision a été annoncée

à Ambatobe, juste après la déclaration de monseigneur Odon Razanakolona que lui-même ne participerait plus à la médiation. «Constatant que le mode de réalisation des négociations prend trop de temps et que, par ailleurs, il y avait eu un relent de partialité dans sa coordination, je déclare officiellement que je me retire du dialogue», a-t-il annoncé.

Néanmoins, Andry Rajoelina maintient toujours ses revendications qui n'ont pas été prises en compte lors des négociations. Ces revendications portent notamment sur le libre accès des leaders de la manifestation aux médias publics, la libération de Jean Théodore Ranjivason, et l'annulation de la nomination d'un PDS au niveau de la commune urbaine d'Antananarivo.

Manohisoa

MEDIATION DIFFICILE Odon Razanakolona se retire

«Après avoir inûrement réfléchi (...), je décide de ne plus participer au service de médiation confié au FFKM. C'est pourquoi, je fais appel aux Nations unies pour qu'il soit trouvé une autre méthode à la mesure de la complexité de la situation. Je prie l'Onu de trouver une solution ainsi que la ou les personnes idoines pour poursuivre le travail déjà accompli par le FFKM. Je lance également un appel aux forces de sécurité pour qu'elles prennent en main l'ordre public ainsi que la sécurité des personnes et de leurs biens». Tels étaient hier, les propos de l'archevêque d'Antananarivo à son retour d'Ambohimambola où la rencontre des deux protagonistes de la crise s'est soldée par l'absence de Marc Ravalomanana. Le prélat, visiblement dépassé par les événements et surtout par ce rendez-vous manqué par le président, a tenu à convoquer personnellement la presse à l'Episcopat d'Antanimena.

œcuménique des églises chrétiennes (FFKM) a toujours été taxé par certains observateurs de pencher en faveur du camp présidentiel....le retrait de Odon Marie Razanakolona de l'équipe de médiation viendrait compliquer la tâche des facilitateurs pour échapper à cette opinion en cas de poursuite de la médiation. En effet, l'absence du représentant de l'Eglise catholique ôterait une grande part de la légitimité de l'équipe dans la mesure où les trois Eglises restantes sont d'obédience protestante, ce qui mettrait d'avantage en cause leur neutralité.

La décision du prélat catholique d'en appeler aux Nations unies pour trouver une issue à la situation souligne l'étendue de la difficulté à laquelle Madagascar fait face. Ses propos semblent toutefois suggérer une solution pratique adaptée à la situation et qui ne soit pas entravé par les exigences de la légalité. La forme de cette solution reste cependant à

définir et les médiateurs qui auront la bonne volonté de poursuivre la tâche de réconcilier Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana restent à trouver.

Une paix difficile

«Nous avons fait tout notre possible pour trouver une solution à la crise. Nous' avons consulté chacun des protagonistes pour les inciter et les amener à la table de dialogue. Ils se sont rencontrés trois fois mais force est de constater qu'après tous ces efforts, le dialogue s'achemine vers une impasse», a lancé Odon Razanakolona, visiblement désolé par l'échec du dialogue. En effet, maintenant que Andry Rajoelina a décidé de mettre une croix sur les discussions, l'option d'une sortie de crise pacifique semble s'éloigner. Les discussions allaient certes cahin caha depuis le début mais l'espoir demeurait permis quant à leur utilité pour dénouer la situation.

Mialivololona



**Fraance-Madagascar : déclaration du ministre français des Affaires étrangères
26 FEVRIER 2009**

Point de presse du 26 février 2009 - Ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner

(...)(Le président malgache Marc Ravalomanana ne s'est pas présenté hier à la rencontre prévue avec son opposant Andry Rajoelina, provoquant une rupture des négociations par ce dernier et le retrait de l'Eglise catholique en tant que médiatrice. Quelle est votre réaction ?)

Cela nous renforce dans nos encouragements aux deux parties à faire preuve de responsabilité et dans notre appel à ce qu'elles réengagent le dialogue le plus rapidement possible.

Nous rappelons par ailleurs notre souhait que l'Organisation des Nations unies, qui a été à l'origine de l'amorce de dialogue constatée ces derniers jours, puisse poursuivre sa mission de facilitateur en vue d'aider l'ensemble des Malgaches à trouver par le dialogue une sortie rapide, pacifique et durable à la crise politique, économique et sociale dans laquelle Madagascar se trouve depuis trop longtemps.

SOURCE : France - Ministry of Foreign Affairs

26 FÉVRIER 2009

COMMUNIQUE

GRAD ILOAFO : « Pour une stabilité politique garante de développement et de paix sociale »

Dans l'attente, comme tous les citoyens responsables, d'une issue rapide et heureuse pour la Nation à la crise actuelle, le GRAD-ILOAFO, s'érigeant en force de proposition :

- **REAFFIRME** que toute solution en dehors de l'ordre constitutionnel est à exclure. L'histoire récente de Madagascar a démontré que tout schéma extraconstitutionnel est source aussi bien de ravages économiques que d'instabilité politique.
- **RAPPELLE** que le peuple malgache aspire au développement économique durable, dont les corollaires sont la **PAIX SOCIALE** et la **STABILITE POLITIQUE** qu'il faut préserver à tout prix. Les acquis obtenus au cours des cinq dernières années sont donc à préserver : début de croissance économique, création des conditions infrastructurelles (route, ports, aéroports, ...) et superstructurelles (backbone national, réformes administratives, ...) pour la croissance et le développement.


Néanmoins, le GRAD-ILOAFO ADMET que de graves problèmes politiques et sociaux agitent la société malgache. Par conséquent :

- Il **RECLAME** encore une fois la mise en place d'un **GOVERNEMENT POUR LE REDRESSEMENT NATIONAL**, un gouvernement ouvert à la société politique et à la société civile éprises de paix et de progrès.

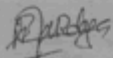

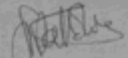
Ce gouvernement devra trouver la solution idoine aux différends politiques actuels. C'est le moment opportun pour asseoir une démocratie moderne sur la base de nouvelles règles fixant un meilleur **CODE ELECTORAL** ainsi que le **FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES** et définissant le **STATUT DE L'OPPOSITION**.

Il devra surtout voir rapidement les voies et moyens pour juguler l'inflation et atténuer les impacts de la crise sur la majorité vulnérable de la population.

Antananarivo, le 25 février 2009



Le Président National, Le Vice-Président National, Le Secrétaire Général National

Pr Louis Paul **RANDRIAMAROLAZA** RAZAFIMAHEFA Herimanana RAKOTOBE Hery

JEUDI 26 FEVRIER 2009

Arrestation de Ranjivason Jean Théodore

« Une arrestation purement politique »

Ranjivason Jean Théodore est l'objet d'un mandat d'arrêt depuis le 3 février 2009 selon de sources officielles. Les doutes d'arrestation abusive s'effacent.

Mais les partisans de Ranjivason Jean Théodore et les hommes politiques partisans du mouvement de la Place 13 mai notent deux points. Pourquoi avoir attendu ce vendredi 20 février pour exécuter ce mandat d'arrêt ?

Par ailleurs, le président Ravalomanana a publiquement annoncé que des mandats d'arrêt sont lancés contre deux partisans de Andry Rajoelina. Pourquoi avoir arrêté Ranjivason Jean Théodore qui n'a même pas été cité par le président ? Les deux personnes citées par le président continuent de circuler librement. Aussi, déplorent ces politiciens, ne peut-il s'agir que d'arrestation politique alors que le contexte demande un environnement apaisé pour que la rencontre organisée par le FFKM se déroule dans la sérénité.

A noter que Ranjivason Jean Théodore est détenu provisoirement à la maison centrale de Tsiafahy depuis samedi 21 février après son arrestation la veille. Le procureur lui a déjà signifié les charges qui pèsent sur lui et les enquêtes préliminaires ont été effectuées hier 24 février à Tsiafahy.

Recueilli par Valis

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Une-arrestation-purement-politique,11233.html>

DATE DE MISE EN LIGNE : JEUDI 26 FEVRIER 2009

Mgr Odon Razanakolona se retire de la médiation pour ne pas passer pour « complice »

Traduction libre de la déclaration faite Mercredi 25 février par Mgr Odon Razanakolona, archevêque d'Antananarivo, également président en exercice du FFKM.

« Devant la situation à laquelle notre pays fait actuellement face, je désire faire la déclaration suivante :
Tout d'abord, je remercie ceux qui ont placé confiance et espoir envers le FFKM, et ont demandé à celui-ci de faire une médiation entre M. Marc Ravalomanana et M. Andry Rajoelina concernant le présent désordre dans le pays. Après des rencontres avec les deux parties, le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies a demandé au FFKM de prendre la responsabilité d'une médiation.

Le FFKM s'est efforcé dans les limites de son savoir et de son expérience de faire réussir des concertations en vue de trouver une solution.

Il y a cependant des limites aux actions et pouvoirs de médiateurs qui ne peuvent se placer en juges.

Les concertations entre les deux parties mises en relation restent bloquées et n'ont pas abouti, même si elles continuent. Il faut dire tout simplement ici que nous avons fait tout notre possible pour chercher une solution pour dénouer la crise, notamment en approchant personnellement les deux hommes pour les convaincre de se rencontrer autour d'une table ronde.

Il y eut trois rencontres entre les parties, mais il faut reconnaître que les discussions ne sont guère allé loin.

Après tous les efforts ainsi cités, on est amené à penser que les choses n'aboutissent pas, et il peut exister un sentiment vis à vis du FFKM et plus particulièrement de ma personne, que nous soyons partiaux et nous montrions complices de ce qui s'est passé et de ce qui peut se passer.

Après profonde réflexion, j'ai rencontré mes collaborateurs et ai pris la décision de ne plus participer à la médiation confiée au FFKM, et je souhaite et laisse la responsabilité aux Nations Unies de trouver une autre méthode adaptée à la difficulté de la situation.

Je sollicite les Nations Unies pour trouver une solution et rechercher des personnes ou des groupes de personnes pouvant achever la tâche déjà entreprise par le FFKM.

Je prie les forces de l'ordre de veiller à la paix publique et d'assurer la protection de la population et de ses biens, en conformité avec les statuts qui les régissent.

Enfin, je demande à nous tous sans exceptions de nous tourner vers le Seigneur et de prier ensemble pour la paix dans le pays.

Fait à Antananarivo, le 25 février 2009 »

Monseigneur Odon Razanakolona, archevêque d'Antananarivo

Source :

http://www.madagascar-tribune.com/IMG/article_PDF/Mgr-Odon-Razanakolona-se-retire-de,11231.pdf

L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU VENDREDI 27 FEVRIER 2009

MAHAMASINA

Le sit-in vire à l'échauffourée

Les forces de l'ordre ont dispersé la manifestation organisée par l'équipe de Andry Rajoelina devant le Stade de Mahamasina.

LES armes ont une nouvelle fois parlé. La manifestation organisée hier par

Andry Rajoelina devant le stade de Mahamasina s'est terminée par une course poursuite dans tous les quartiers environnants pendant plusieurs heures.

Il est 12 h 02 lorsque quatre véhicules, dont deux camions, appartenant à l'Etat major mixte opérationnel (Emmo/Nat) empruntent la route jouxtant l'Institution Sainte-Famille. Elles se fauflent entre les fripiers et les élèves dont c'est l'heure de sortie de classe.

Les sifflements de quelques centaines de manifestants, se massant devant le stade municipal, il suit à l'appel de Andry Rajoelina, s'intensifient au fur et à mesure que le convoi approche. Feignant de continuer tout droit, les véhicules des forces de l'ordre virent soudainement à gauche une fois à hauteur du rond point devant le Stade de Mahamasina.

Jets de pierres

En fait, les forces de l'ordre voulaient mettre la main sur le matériel de sonorisation installé par l'équipe de Andry Rajoelina. Mais à peine débarquées de leur véhicule, elles essuient des jets de pierres et de bâtons. Leur réplique n'a pas tardé. Des bombes lacrymogènes et des grenades assourdissantes sont lancées dans la foule.



La foule armée de bâtons et de barres de fer s'en prend aux forces de l'ordre

Cinq minutes plus tard, elles ont déguerpi sans avoir accompli leur mission.

Mais ces cinq minutes ont suffi à semer la panique aux alentours de l'entrée principale du Stade de Mahamasina. L'opération a coïncidé avec le moment où les élèves de l'Ecole primaire publique d'Antanimbarinandriana sortent de leur école. Livrés à eux-mêmes, terrorisés et en larmes, les écoliers n'ont pu que prendre leurs jambes à leur cou. Les commerçants du marché hebdomadaire du quartier ont ramassé leurs marchandises dans la précipitation, pour rejoindre le jardin d'Antanimbarinandriana.

Le sit-in prend fin de fait avant que le leader du mouvement n'arrive sur les lieux. Les esprits s'échauffent dans le rang des manifestants après le départ des convois militaires. Certains commencent à s'en prendre au bâtiment du commissariat de Mahamasina, là où une vingtaine d'éléments de l'Emmo/Nat sont stationnés depuis quelques heures. D'autres personnes ayant assisté à l'événement se mettent à réclamer de l'essence aux automobilistes qui passent par-là.

Entretiens, les jets de grenades lacrymogènes et assourdissantes, ainsi que les tirs en l'air s'intensifient. Les éléments de l'Emmo/Nat,

massés du côté du bâtiment de l'Institut de la statistique (Instat) entrent alors en action. Ils sécurisent d'abord le Sénat en repoussant une partie de la foule vers Anosibe et Andrefan'Ambohijanahary. D'autres éléments volent ensuite au secours de leurs camarades bloqués dans les locaux du commissariat de Mahamasina.

A force de repousser la foule, les forces de l'ordre réussissent à en regrouper une grande partie dans la zone sensible des bâtiments ministériels. Jusqu'en fin d'après-midi, des explosions se font encore entendre de manière sporadique aux environs de Mahamasina.

Iloniaina Alain

LES NOUVELLES

27-02-09

AMBOHIMANAMBOLA Marc Ravalomanana se justifie

Cette fois, le chef de l'Etat a marqué sa présence. Comme il a été annoncé la veille lors du compte rendu du FFKM, Marc Ravalomanana était, hier, au rendez-vous à Ambohimambola en compagnie de sa délégation formée par Jacques Sylla, Noël Rakotondramboana et Ivohasina Razafimaha. L'émissaire des Nations unies, Haile Menkerios, était aussi présent à cette séance.

En l'absence prévisible de Andry Rajoelina, l'occasion a été mise à profit par le chef de l'Etat pour justifier son absence d'avant-hier. En présence du FFKM mais sans monseigneur Odon Razanakolona, Marc Ravalomanana a annoncé la venue imprévue de personnes tierces sur les lieux. Une situation qui risque de compromettre la sécurité. «Le président de l'Assemblée nationale, Jacques Sylla, m'avait informé, alors que j'étais encore à Toamasina, sur le fait que, quoiqu'elle soit imprévue, la délégation de Andry Rajoelina était composée de plusieurs personnes», a déclaré le président.

A la sortie, le chef de l'Etat n'a pas manqué d'exprimer son point de vue concernant le retrait de monseigneur Razanakolona suite aux questions posées par l'assemblée des médias. A Marc Ravalomanana

de mentionner : « Il l'avait fait en

Haile Menkerios en présence des



son *rpm* personnel, monseigneur reste néanmoins au sein du FFKM. Je l'encourage devant la situation». Des propos qui ont été confirmés d'ailleurs par les 3 chefs d'Eglises «monseigneur Odon Razanakolona reste le président du FFKM».

Normalisation de la situation

La séance a duré environ une heure au bout de laquelle les parties présentes sont sorties de la salle sans pour autant apporter des restitutions relatives au dialogue proprement dit. La session s'est transformée en une audience présidentielle accordée à

membres du FFKM. A cet émissaire de l'ONU donc d'expliquer sa venue en terre malgache, et sa participation à cette séance: «<il faut aider les deux parties à normaliser la situation, dont la recherche de solution à long terme».

Néanmoins, les trois parties, le FFKM, Marc Ravalomanana et l'émissaire des Nations unies, sont persuadées du fait que le dialogue seul peut sortir le pays de cette crise. Quant à l'absence de Andry Rajoelina, au chef de l'Etat d'indiquer: «J'espère que la prochaine fois, il viendra. Cela dépend de sa volonté et de ses actions».

Manohisoa

Hailé Menkeiros revient

Médiation. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, engage de nouveau son adjoint, chargé des Affaires politiques, Hailé Menkeiros, pour jouer le dans la crise malgache.

En panne. Moins de 24 heures après l'appel lancé par l'archevêque Mgr Odon Arsène Razanakolona, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a dépêché de nouveau à Madagascar son émissaire Hailé Menkeiros. Le retour de ce sous-secrétaire général de l'ONU chargé des Affaires politiques intervient au moment où la médiation menée par le FFKM, visant à trouver un consensus entre le président Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, est en panne. L'émissaire de Ban Ki-Moon est arrivé hier à 13h à l'aéroport international d'Antananarivo. Il a immédiatement rejoint l'hôtel «Le Hintsy» d'Ambohimambola, là où il a rencontré, pendant une heure, le prési-



Hailé Menkeiros reprend la situation en main.

dent Marc Ravalomanana et ses trois mandataires ainsi que les trois rescapés du FFKM, Lala Rasendrasahina de la FJKM, Rakoto Endort Modeste de la FLM et Samoëla Jaona Ranarivelo de l'église anglicane. Hailé Menkeiros a déclaré à l'issue de la rencontre qu'il faut aider les deux parties à normaliser la situation et à trouver une « solution à long terme ».

Situation non prévue. La rencontre d'hier a été, comme prévu, boudée par le

camp Rajoelina. Ce fut l'occasion pour le président Marc Ravalomanana d'expliquer aux trois médiateurs du FFKM pourquoi il a été absent lors du rendez-vous de mercredi dernier. Il a souligné que Me Jacques Sylla l'avait informé, alors qu'il était encore à Toamasina, sur le fait que la délégation d'Andry Rajoelina était composée de plusieurs personnes, une situation non prévue qui risquait de compromettre les conditions de sécurité. Une explication qui confirme celle donnée par le

ministre de l'Intérieur Rabenja Sehenarisoa, à l'issue du Conseil des ministres d'hier matin. Interrogé sur l'absence d'Andry Rajoelina, le président Marc Ravalomanana de répondre: « cela dépend de sa volonté et de ses actions. J'espère que la prochaine fois, il viendra ». Or, Andry Rajoelina a réitéré hier qu'il ne reviendra plus à

la table des négociations. Par ailleurs, il a maintenu le grand meeting, prévu demain sur la place du 13 mai. A l'occasion, le leader de la Révolution orange a lancé un appel à l'Emmônât de ne plus utiliser la force contre les manifestants. Hailé Menkeiros qui a fait le déplacement hier dans la soirée pour voir Andry Rajoelina, a déclaré que « les deux parties ont reconfirmé leur engagement afin de trouver une solution pacifique à cette crise ». Un expert dans le domaine de la médiation, nommé par le SG des Nations Unies, sera dans nos murs la semaine prochaine afin de faciliter les négociations. Hailé Menkeiros a exprimé son optimisme quant à cette médiation.

RAJAOFERA et Davis

MÉDIATION DES NÉGOCIATIONS

Menkerios de nouveau à Madagascar

Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki Moon a de nouveau envoyé son assistant Haile Menkerios à Madagascar.

L'ASSISTANT du secrétaire général des Nations Unies chargé des affaires politiques, Haile Menkerios, est de retour à Madagascar. Suite à la rupture du dialogue entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, une nouvelle intervention des Nations Unies a été sollicitée par le gouvernement.

Marcel Ranjeva, ministre des Affaires étrangères, et Ivohasina Razafimahefa, ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie ont rencontré hier à l'aéroport de Johannesburg le secrétaire général Ban Ki Moon. Ce dernier, en tournée africaine, a donc décidé de dépêcher une fois son assistant dans la Grande Ile.

Haile Menkerios est arrivé à Ivato hier en début d'après-midi. Il a ensuite rejoint l'hôtel Le Hintsy où il lui a été

annoncé qu'une rencontre entre le chef de l'Etat et l'ancien maire d'Antananarivo aurait lieu. Mais il n'y a été reçu que par le chef de l'Etat, les représentants de ce dernier aux négociations – et les chefs des trois autres – Eglises membres du-FFKM. Il dit d'ailleurs avoir été « surpris » de ne pas avoir pu rencontrer l'autre partie. ~

Tâche ardue

Selon l'émissaire de Ban Ki Moon, cité par l'agence Associated Press (AP), le gouvernement malgache souhaitait « que les Nations Unies restent engagées et continuent d'essayer d'exhorter les deux parties à se rencontrer et à parvenir à un accord ». Mais le gouvernement aurait surtout demandé aux Nations Unies de « persuader les Eglises de reprendre les travaux de



Haile Menkerios, l'homme du dialogue.

de médiation ».

Mercredi, l'archevêque d'Antananarivo, Monseigneur Odon Razanakolona, avait annoncé son intention de se retirer des travaux de médiation. Il a dit s'en remettre aux Nations Unies pour tenter de trouver d'autres facilitateurs et d'autres solutions à la crise malgache. Son retrait a immédiatement été suivi

par celui de Andry Rajoelina.

Du côté du pouvoir, on se dit toujours prêt à poursuivre les négociations. Le chef de l'Etat s'est rendu à Ambohimambola malgré l'absence de l'autre partie.

Le travail de Haile Menkerios s'annonce ardu. Convaincre l'archevêque d'Antananarivo de revenir faciliter le dialogue avec les trois autres chefs d'Eglise ne sera pas tâche aisée.

Hier, encore, le gouvernement, par le biais du ministre de l'Intérieur a fait savoir qu'il n'était pas question de discuter d'une solution de sortie de crise extra-constitutionnelle. Alors que du côté du camp Rajoelina, la mise en place d'un régime de transition reste le principal cheval de bataille.

Lova Rabary-Rakotondravony

DIALOGUE À AMBOHIMANAMBOLA

Mgr Odon Razanakolona vide son sac

MGR Odon Razanakolona a été interviewé par la British Broadcasting Corporation (BBC) hier. Le président du FFKM a un autre rendez-vous. Et déplore la limite de la marge d'Antananarivo et président évoqué sur la chaîne britannique, on met sur le tapis des de manoeuvre à cause de du Conseil chrétien des nique sa version sur l'échec *thèmes complètement hors l'atmosphère alourdie par le Eglises (FFKM), révèle son des négociations entre le sujet», a-t-il lâché. soupçon de partialité. « On point de vue concernant les président Ravalomanana et L'archevêque d'Antana- ne peut pas faire de parti pris. négociations à Ambohi- Andry Rajoelina, «président narivo a remarqué que «dans En gros, on ne pouvait rien manambola. Il n'y est pas de la Haute autorité de la cet* *transition (HAT) ». Il a égale- un gros ralentissement livré son opinion quant retours, al a firmpassion d'être de parti pris », a-t-il indiqué*

« Hier, il a été dit, fini les à révolution de la crise politique. dans une impasse ». Interrogé avant de signaler sa décision bâtons, ce sont les fusils Mgr Razanakolona a sur robjectifde la tergiversation, de se retirer des négociations d'assaut qui



Systeme des Nations Unies
à Madagascar

27 FEVRIER 2009

Conférence de presse Menkerios et FFKM (vendredi 27/02/2009 à 15h à Antanimena)

Retour du Mgr Odon Razanakolona à la table de dialogue

Mr Haile Menkerios



« Nous avons eu une rencontre avec les deux principaux participants ainsi que les membres du FFKM. Ils ont travaillé très dur pour amener les deux protagonistes à une certaine résolution et pour la médiation, ils comprennent la responsabilité qu'ils ont à offrir et aussi l'attente de la population Malgache. Les médiateurs ont porté des fruits et des résultats positifs. Ce qui est très positif ici c'est que le processus est très Malgache, vraiment Malgache. Notre rôle ici en tant que représentant des Nations Unies est de faciliter le dialogue et tous ceux qui ont voulu faire marcher ce processus nous ont aidés à mettre en place la facilitation et à avoir la discussion. Ce n'est pas toujours facile d'être facilitateur. Particulièrement quand les promesses de l'une ou de l'autre partie n'a pas été respectée et quand les résolutions n'ont pas été atteintes, il faut être très patient et avoir beaucoup de compétence pour réussir à faire cela.

Nous avons eu une discussion avec l'Archevêque Odon Razanakolona et les autres membres du FFKM. Je suis content que Mgr Odon Razanakolona ait été très positif et qu'il accepte de continuer. Il a discute de cela avec son équipe, il a demandé un peu de recul afin de discuter avec ses collègues et finalement il a accepté. Personnellement je suis très confiant que les quatre membres vont continuer comme ils ont commence et qu'ils vont continuer à faciliter dans la discussion entre les deux parties. J'espère que dès demain, ils vont continuer la discussion. »

Source : www.snu.mg/new/sites/snu/article.php?article_id=847

Antananarivo, 27 FEVRIER 09

Monsieur le Représentant Résident du PNUD,

Nous constituons un Collectif de citoyens et d'organisations citoyennes de divers horizons. Comme d'autres entités ou individus soucieux de l'intérêt supérieur de la Nation, nous nous sommes efforcés, de la manière la plus proactive possible, de rechercher une solution rapide de sortie relative à cette crise plus que préoccupante.

Nous avons d'abord entamé la création d'une synergie multisectorielle en rassemblant les acteurs issus de secteurs considérés comme stratégiques, afin qu'ensemble, une solution nationale soit trouvée .

Ces secteurs que nous considérons comme stratégiques sont constitués par :

- la société civile, qui , largement représentée en régions, est l'ensemble d'organisations non étatiques, qui agissent pour le bien de la population sur une base volontaire dans des domaines variés
- le secteur privé qui, en tant que source prépondérante de croissance et d'emplois, mérite bien l'appellation de moteur du développement de ce pays
- les syndicats des travailleurs qui représentent la force productive du pays
- les Eglises qui sont les autorités morales reconnues en étant dotées d'une capacité d'influence considérable sur la population
- les forces de l'ordre, qui comme son nom l'indique, défendent le peuple, les biens et les institutions du pays

Nous avons aujourd'hui l'honneur de demander audience auprès Mr Haiké Menkerios, Représentant Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, pour présenter notre schéma « minimaliste » de sortie de crise auquel nous adhérons tous de manière unanime. Notre espoir est qu'il y trouve la voix du Citoyen et qu'ainsi, on puisse s'y inspirer dans la médiation, en l'adoptant comme feuille de route pour le court terme.

La réponse est à faire parvenir à Madeleine RAMAHOLIMIHASO au téléphone : 034 07 143 93.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant Résident, l'expression de notre très haute considération.

Pour le Collectif des Citoyens et Organisations citoyennes,
Madeleine RAMAHOLIMIHASO
LISTE NON EXHAUSTIVE DES ORGANISATIONS CITOYENNES
ET CITOYENS DU COLLECTIF

- FISEMA
- USAM
- VMLF
- KMF/CNOE
- SeFaFi

- CDE
- Comité Préparatoire des Etats Généraux
- ACAT
- Justice et Paix - IHS
- OIM (Ordre des Ingénieurs de Madagascar)
- CNPC (Conseil National de la Participation Citoyenne)
- Plate Forme des Organisations de la Société Civile
- Pastoral e Ouvrière
- SOS aux Victimes de Non Droits
- Croix d'Or

LISTE (NON EXHAUSTIVE) DES CITOYENS SIGNATAIRES

- Mamy RABOANARIJAONA
- Général RAKOTOARIJAONA
- Général RATRIMOARIVONY
- Hony RADERT
- Serge RADERT
- Jean Pierre RAKOTOFIRINGA
- Fara Pierre BERNARD
- Lily RAZAFIMBELO

Antananarivo, 27 FEVRIER 09

Son Excellence, Monsieur le Président de la République,

Nous constituons un Collectif de citoyens et d'organisations citoyennes de divers horizons. Comme d'autres entités ou individus soucieux de l'intérêt supérieur de la Nation, nous nous sommes efforcés, de la manière la plus proactive possible, de rechercher une solution rapide de sortie relative à cette crise plus que préoccupante.

Nous avons d'abord entamé la création d'une synergie multisectorielle en rassemblant les acteurs issus de secteurs considérés comme stratégiques, afin qu'ensemble, une solution nationale soit trouvée .

Ces secteurs que nous considérons comme stratégiques sont constitués par :

- la société civile, qui , largement représentée en régions, est l'ensemble d'organisations non étatiques, qui agissent pour le bien de la population sur une base volontaire dans des domaines variés
- le secteur privé qui, en tant que source prépondérante de croissance et d'emplois, mérite bien l'appellation de moteur du développement de ce pays
- les syndicats des travailleurs qui représentent la force productive du pays
- les Eglises qui sont les autorités morales reconnues en étant dotées d'une capacité d'influence considérable sur la population
- les forces de l'ordre, qui comme son nom l'indique, défendent le peuple, les biens et les institutions du pays

Nous avons l'honneur de vous présenter notre schéma « minimaliste » de sortie de crise auquel nous adhérons tous de manière unanime. Notre espoir est que vous y trouviez la voix du Citoyen et qu'ainsi, il vous inspire en l'adoptant comme feuille de route pour le court terme.

Veillez agréer , Son Excellence, l'expression de notre très haute considération.

27 FEVRIER 2009

Midi Madagasikara no. 7770 du vendredi 27 février 2009

Politidite

Sit-in dispersé par l'Emmonat

Mahamasina. Les partisans de Andry Rajoelina ont organisé un rassemblement devant le stade de Mahamasina, hier, afin de montrer leur mécontentement quant à la nomination des délégués au maire.

Mécontentement. Les partisans de Andry Rajoelina ont organisé un sit-in devant le stade de Mahamasina, hier, afin d'exprimer leur mécontentement quant à la décision du PDS, Guy Rivo Randrianarisoa concernant la nomination de six nouveaux délégués d'arrondissement. Quelques temps seulement après le discours de Michelle Ratsivalaka et celui du délégué du cinquième

arrondissement, plusieurs éléments des forces de l'ordre ont débarqué, à l'improviste, sur le lieu, et ce, dans le but de confisquer la sonorisation. Cependant, ils ont échoué car les manifestants ont riposté par des jets de pierre. Emporté par la colère, ces derniers ont essayé, par la suite, d'attaquer le Commissariat de

Mahamasina, où quelques éléments de l'Emmonat ont trouvé refuge, après les affrontements.

Affrontements. Quelques temps après, les éléments des forces de l'ordre qui étaient venus en renfort, ont pu disperser les manifestants et rétablir l'ordre aux alentours de Mahamasina.

Jusqu'à très tard dans la soirée, les affrontements entre l'Emmonat et les manifestants ont continué dans plusieurs quartiers de la capitale. Entre autres, à Andrefan' Ambohijanahary, à Anosibe, et à Anosy. A noter que le sit-in, organisé par les employés du bureau de cette entreprise à Andrefan' Ambohijanahary a également été annulé. PO. Jr revenir au sit-in, organisé par Michelle Ratsivalaka devant le bureau de la Commune urbaine d'Antananarivo à Mahamasina hier, il convient de noter qu'il a surtout été axé sur la contestation de la décision de nomination d'un PDS et des délégués au maire au sein de la Ville des Mille. Lors de son discours, Michelle Ratsivalaka a martelé que « la nomination de Guy Rivo Randrianarisoa au poste de PDS est illégale ».

Davis R.



Les jets de grenades ont dispersé la foule.

L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU VENDREDI 27 FEVRIER 2009

AUDIOVISUEL

Le paysage télévisuel chamboulé

La crise quasi générale n'a pas manqué d'affecter le paysage audiovisuel. La télévision se trouve amputée de quelques chaînes et de certains programmes.

Si le MBS est annoncé, du moins officieusement, comme supprimée après l'incendie de ses installations et studios à Anasibitana le 20 janvier, la Télévision nationale est en phase de « réorganisation », quoique bien maladroite.

Plus, les chaînes qui émettent subissent les effets néfastes du conflit politique actuel en diffusant un programme limité.

La rédactrice en chef du journal de la TV Plus, Oriana Realy, en donne quelques raisons. « Il nous est impossible de revendiquer nos horaires quotidiens, à cause d'une certaine insécurité », invoque-t-elle.

« Outre le couvre-feu qui nous oblige de finir tôt, il nous faut aussi prendre quelques dispositions pour protéger nos matériels contre les casseurs », mentionne la rédactrice en chef.

« Mais le casus la plus important est d'ordre économique. » Nombre de nos principaux annonceurs se trouvent dans le rouge actuellement. Sans recettes, il nous faut donc



PHOTO: BOB LANGRISH/AGF

Le sapping est de moins en moins intéressant à cause des programmes actuels des chaînes de télévision.

« Interlocuteurs », poursuit Oriana Realy.

Certains orateurs professionnels doivent connaître l'écueil de l'évitement de mauvaises interprétations ou des débordements. C'est le cas de « L'invité du zombi », l'interview télévisée sur TV Plus.

« Les présentateurs actuels nécessitent un équilibre d'expression pour les deux camps protagonistes. Or, il semble que l'un d'eux

ne veut pas s'exprimer sur notre chaîne. Alors, pour ne pas être taxés de partialité, nous avons préféré suspendre l'émission », précise la rédactrice en chef.

Report

Pour la RTA, le déstabillement des annonceurs a conduit au report de quelques rendez-vous majeurs, tels le Hit Parade Awards ou le Movie Festival. « Il nous est impos-

sible de les réaliser tant que la situation ne s'améliore pas », annonce Riamahana, responsable au sein de la station d'Antananarivo.

La 1616 matin Idoana Manana sur la RTA a provisoirement disparu des écrans afin de ne pas échauffer « certains esprits », selon l'animateur Guizib. Seule la version « radio » de l'émission est reprise.

Herman Rivela

LES NOUVELLES ~27-02-09

RAPPROCHEMENT ANDRY TGV- RAVALOMANANA

Une mission difficile des Nations Unies

Mécontent ou choqué par le comportement de Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina lui a (peut-être) rendu la monnaie de sa pièce hier en boudant à son tour la rencontre d'Ambohimambola. Mais Andry Rajoelina a déjà annoncé son intention et affirmé qu'il allait accentuer la pression et trouver une issue à la crise à travers un pouvoir de transition.

Confortant sa déclaration, Andry Rajoelina a indiqué hier, à l'issue de son entrevue avec le représentant du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Haile Menkerios, que «les affaires nationales ne sont pas un jeu. On savait que Marc Ravalomanana n'allait pas venir hier (avant-hier). La priorité est de trouver une solution à la crise actuelle et non de faire des tour-

nées régionales... ».

Toutefois et malgré l'insistance de son hôte sur la nécessité de poursuivre le dialogue, Andry Rajoelina donne l'impression de ne pas changer d'avis jusqu'ici. Il explique : «L'Oru a sa vision pour la sortie de crise. Mais en ce qui me concerne, vu le prétinement des négociations, je pense plutôt à un dialogue de sourds dans la mesure où Marc Ravalomanana n'entend rien savoir des aspirations populaires -qui lui ont été soumises. Et après sa défaillance d'hier (avant-hier), il nous a paru utile de ne plus penser à une reprise des négociations. D'ailleurs, la rencontre de cet après-midi (hier) n'a pas été prévue au programme, surtout après le désistement de Mgr Odon Razanakolona dont la déclaration à cet égard est lourde de signification... Si l'Oru veut maintenant prendre le relais des négociations, il faudrait qu'elle fasse montre d'une réelle impartialité. D'après nos discussions de tout à l'heure, elle serait disposée à appuyer notre proposition pour la mise en place d'un pouvoir de transi-

tion et l'organisation d'élections présidentielles anticipées. Si cela devait être à l'ordre du jour, je ne vois aucun problème à reprendre le dialogue... ».

Le président de TGV persiste et signe pour la grande manifestation qu'il prévoit demain sur la place du 13 mai. Ce sera, indique-t-il, une nouvelle démonstration d'un mouvement pacifique... «malgré les nouvelles violences qui ont eu cours lors du sit-in de Mahamasina... ».

Une solution possible?

Pour sa part, Haile Menkerios a fait savoir que l'Oru une fois engagée dans cette œuvre de médiation, fera tout son possible pour mener sa mission à terme. Il annonce l'arrivée imminente d'un expert en médiation, «car il faut poursuivre le dialogue entre les deux protagonistes à tout prix... ».

Avant son arrivée à Madagascar, Haile Menkerios a annoncé la tenue d'une rencontre, avant-hier à Johannesburg (Afrique du Sud) entre la délégation malgache qui devrait par-

ticiper à une prochaine réunion de la Sadc en Tanzanie et le secrétaire général de l'Oru, Ban Ki-Moon. Une rencontre d'une vingtaine de minutes au cours de laquelle, la délégation aurait sollicité l'aide des responsables onusiens pour trouver une issue à la crise malgache. C'est à la suite de cette demande que Haile Menkerios a été dépêché à Madagascar, où il compte passer encore une semaine. C'est le temps minimum nécessaire pour l'accomplissement de sa mission. Une mission cependant difficile car les intransigances continuent entre les protagonistes.

D'aucuns conçoivent qu'en l'état actuel des choses, il appartient aux médiateurs de déterminer les moyens de concilier la légalité défendue par le camp de Marc Ravalomanana et la légitimité soutenue par celui de Andry Rajoelina. Mais c'est aussi une conciliation qui requiert un minimum de concession, sans quoi on risque d'aboutir à un chaos total. Après leur «cache-cache» des deux derniers jours, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina sont-ils maintenant déterminés à réellement dialoguer dans l'intérêt de la nation? On l'espère et on y croit, même si à défaut d'une véritable solution à la malgache, la voix des étrangers serait peut-être mieux écoutée que celle du FFKM.

Miadana Andriamaro

27 FEVRIER 2009

13 MAI un bureau national pour coordonner le mouvement

Apparemment déterminé à reprendre les manifestations sur la place du 13 mai et dans toutes les autres localités qui suivent et soutiennent le mouvement de contestation en cours actuellement, Andry Rajoelina a décidé de mettre en place un bureau national de coordination de toutes les actions à cet effet. Ainsi, une réunion des chefs politiques

et responsables d'associations ou d'organisations favorables à la lutte menée pour l'expression d'une réelle démocratie et l'avènement d'un pouvoir de transition, s'est tenue hier à Ambatobe.

Ce bureau est présidé par Andry Rajoelina. Il comprend des représentants des partis et organisations politiques qui ont

exprimé leur adhésion au mouvement populaire actuel. Il y a, entre autres, l'AVI, Matsilo, Fidem, Ny Analamanga, Leader Fanilo, Fihavanantsika, RPSD et RPSD Vaovao, PSDUM, VVSV, UNDD, DHD, Tambatra, AKFM et AKFM Fanavaozana, Monima, Farimbona et FCD.

MiadanaA.

28 FEVRIER 2009

1 mort et 11 blessés à Fianarantsoa

Echauffourées. Des jets de grenades et des tirs en l'air ont été effectués mais cela n'a fait que freiner momentanément les manifestants.

Comme à Taccouandré, les partisans de Andry Rajoelina se sont donné rendez-vous, hier sur la place de la Démocratie, non loin du Muzén, à Fianarantsoa. Mais à la différence des autres rassemblements populaires, de ces derniers temps, dans la capitale du Betsileo, les manifestants ont décidé de faire des défilés dans la nuit, vers 13h. Brandissant des banderoles. Des barrières métalliques ont été placées sur leur trajectoire. Première barrière à Ampainambazaha, au niveau de la station Galana. Mais les forces de l'ordre ont procédé à des jets de gaz lacrymogènes pour disperser la foule. Des larmes à l'air ont été effectués par la suite. Selon

nos sources, cela a fait que freiner momentanément les manifestants qui ont repris de plus belle leur marche par la suite. Deuxième barrière, à Antsaranobelo, face à cette « rue » des manifestants, les forces de l'ordre se sont repliés dans deux directions voisines. Et c'est de là qu'ils ont tiré. Bien sûr ces échauffourées, 1 mort et 11 blessés graves.

Affrontements. Celui qui a perdu la vie serait un gardien de la douche publique à Ampainambazaha. Selon nos sources, au moment du tir, il se trouvait perché sur un mur de clôture. Rappelons que ces affrontements, à Fianarantsoa, inévitablement, au lendemain même de ceux qui se sont tenus, dans la capitale, à Mahamasina. Et deux jours après ceux qui ont eu lieu à Toamasina. La plate-forme de l'opposition et Tulara Mijona ont organisé un meeting, mercredi dernier, dans la Cité du soleil. A l'annonce que le Président de la République s'apprête d'arriver



La gare de Fianarantsoa s'élève près de la Place de la Démocratie.

Cité du soleil, le lendemain, l'ancien animateur Robert Razaka a exhorté la foule pour quitter l'aéroport. Un « Diaba » qui s'est égale-

ment terminé par des affrontements et par l'arrestation de cet ex-sénateur.

Récolté par Dominique R.

28 FEVRIER 2009

ODON RAZANAKOLANA-ANDRY TGV.

Retour aux négociations

Après consultation de l'émissaire des Nations unies, Hailé Menkerios, monseigneur Odon Razanakolona et Andry Rajoelina ont accepté de retourner à la table des négociations. Cette reprise de responsabilité s'exécute néanmoins sous certaines conditions.

Le sous-secrétaire général chargé des affaires politiques des Nations unies, Hailé Menkerios, a rencontré, hier à l'Épiscopat d'Antanimena, l'archevêque auprès du diocèse d'Antananarivo, monseigneur Odon Razanakolona. La discussion entre les deux parties a mené au retour de celui-ci à la médiation du dialogue entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Un retour qui est

cependant accepté sous certaines conditions.

Par ailleurs, au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue à l'issue de la discussion, Hailé Menkerios a confirmé la volonté du président de la Haute autorité pour la transition de revenir à la table des négociations : « le maire a confirmé ses convictions de poursuivre les négociations. Néanmoins, il reste encore à savoir comment il va procéder à ce dialogue. C'est lui qui va en décider. Il appartient aux deux parties de voir les racines du problème, les résolutions à prendre, le type de gouvernement à mettre en place et les solutions pour la garantie d'un avenir meilleur ».

Faut-il rappeler que, lors de sa déclaration de jeudi dernier, dans la soirée, Andry Rajoelina a précisé qu'il ne participera plus au dialogue si les sujets de discussions ne se portent pas sur la possibilité d'organisation d'une élection anticipée, et sur la transition. Ce retour conditionnel ne signifie pas cependant

que le coach du TGV abandonnera la manifestation sur la place du 13 mai prévue s'effectuer ce jour. Selon les dires de Hailé Menkerios, « le maire a donné sa parole que le meeting sur la place du 13 mai sera

réalisé sans recourir à la violence ». Attendre et voir, car les meetings de la place du 13 mai ont toujours été jalonnés de pillages et d'incendies dont les auteurs et les commanditaires sont, pour l'heure, non identifiés.

Trois conditions préalables

De son côté, bien qu'il ait été persuadé sur l'importance de sa mission dans le cadre des négociations monseigneur Odon Razanakolona soumis son retour au Hirtsy à certaines conditions pour qu'il puisse accomplir sa mission « À la demande des Nations unies et, surtout, par souci de l'intérêt général, j'ai décidé d'accepter de participer à la facilitation du dialogue entre les deux protagonistes.

Malgré cela, je réitère à ce que les furies, les arrestations ainsi que toute autre forme de violence, les actes de terrorisme et les provocations cessent. Il faudrait par contre favoriser la liberté de chacun de s'exprimer ».

Des exigences qui constituent, les raisons de son retrait et qui méritent d'être prises en considération afin de favoriser la continuité de ce dialogue. Car, comme le confirme Menkerios, monseigneur Odon Razanakolona « a une part de responsabilité importante dans la médiation du dialogue. Le point moral de la religiosité du pays réside dans cette médiation assurée par les membres du FFKM. J'en suis confiant ».

La crédibilité du FFKM dépend-elle essentiellement de la présence ou non du représentant de la communauté catholique pour cette médiation? Les autres membres du FFKM ne sont-ils pas compétents pour que le retour du monseigneur soit très sollicité?

Manohisoa

28 FEVRIER 2009

Midi Madagasikara no. 7771 du samedi 28 février 2009

Place du 13 mai
Meeting de tous
les dangers !

Les partisans d'Andry Rajoelina prévoient d'organiser un grand meeting ce jour sur la place du 13 mai. Le leader de la révolution orange a déclaré cette semaine que « ce rassemblement sera une véritable démonstration de force pour ce mouvement ». Ainsi, il a lancé un appel à tous les tananari-vers de venir nombreux « afin de revendiquer l'instauration d'un État libre et démocratique, et de condamner le décret du régime ». Il est à noter que si ce rassemblement pourra se dérouler sans affrontement. D'autant plus que depuis quelques temps, des rumeurs ont circulé hier dans la capitale, comme quoi les forces de l'ordre ont quadrillé le site hier le matin pour empêcher les manifestants d'y pénétrer. Et ce, dans la logique de ce qui s'est passé jeudi à Mahamasina où le SI-11 organisé par Michèle Ratsivalaka devant le stade municipal a été dispersé à coups de grenades lacrymogènes et assaillies par les éléments de l'ENDOMAT dotés de nouveaux équipements anti-émeutes. Même topo pour la manifestation organisée par l'opposition hier à Fianarantsoa, où l'on a enregistré plusieurs victimes parmi les manifestants (voir article par ailleurs). Après sa rencontre avec Hado Mankaran à Ambatobe, Andry Rajoelina a appelé les forces de l'ordre, à ne pas utiliser la force contre la population. Pour sa part, le représentant du Secrétaire général des Nations Unies, a demandé aux deux camps de renoncer à la violence contre la population civile afin de ne pas compromettre le bon déroulement des négociations en cours. En tout cas, les observateurs qualifient le rassemblement de ce jour comme « un meeting de tous les dangers ».

Davy R

Jean Eric Rakotoarisoa « La négociation est l'unique voie de sortie »

« Aucune des parties en conflit dans la crise politique actuelle ne doit faire du forcing car la crise est de plus en plus profonde. Les voix des régions ne peuvent plus être mises à l'écart. L'affaire ne concerne plus uniquement les deux protagonistes. Il faut considérer les régions et, pour ce faire, trouver les structures pour des négociations qui tiennent compte de tout cela ».
Telle est la perception de Jean Eric Rakotoarisoa de la situation politique actuelle.

Toutefois, insiste-t-il, il faut que chaque entité impliquée dans ces négociations manifeste une réelle volonté de négocier et de trouver une issue. La situation ne

peut perdurer, souligne-t-il, tout en évoquant la manière avec laquelle les responsables des forces de l'ordre en 1991 ont obligé les parties en conflit à discuter quatre jours et quatre nuits durant à l'hôtel Panorama pour trouver une solution à la crise.

En tout cas, note Jean Eric Rakotoarisoa, à une crise politique du genre de ce qui se vit aujourd'hui, il faut trouver une solution politique mais non pas se réfugier derrière une idée fixe.

Recueilli par Raw

Samedi 28 février 2009

Crise politique

Hailé Menkerios convainc Mgr Razanakolona

L'envoyé spécial des Nations Unies ne ménage pas ses efforts pour résoudre la crise politique malagasy. Hier, dans les locaux de l'épiscopat à Antanimena, Hailé Menkerios a rencontré les dirigeants du FFKM (Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes de Madagascar), particulièrement, Mgr Odon Razanakolona. Il invite ce dernier à reprendre le rôle de médiateur.

L'archevêque catholique a accepté, mais sous certaines conditions. « Il faut revoir le principe de négociation pour savoir où en est la faille. Que les parties concernées tiennent chacune leurs engagements. Au début, on

Hailé Menkerios, envoyé spécial de l'ONU.



> s'est mis d'accord pour qu'il n'y ait ni politique, ni tuerie », a-t-il dit. ait ni arrestation à caractère

Hailé Menkerios, de son côté, estime qu'il est important d'entrer dans le vif du sujet. Il a fait des suggestions telles que la mise en place d'un nouveau gouvernement. Concernant le meeting qui se tiendra aujourd'hui sur la Place du 13 mai, l'émissaire des Nations Unies a émis son souhait pour que ce mouvement se déroule dans le calme et sans violence.

Le président Marc Ravalomanana s'est dit prêt à toute négociation. On attend maintenant l'avis d'Andry Rajoelina.

La date de la prochaine rencontre, s'il y aura lieu, n'est pas encore fixée.

Recueilli par H.R

Le KMF/CNOE propose des élections anticipées

Sortie de crise. Si les deux parties n'arrivent pas à s'entendre, il faut s'en remettre à la vox populi, selon le comité issu de la société civile.

Intérêt. Le bureau national du KMF/CNOE a tenu une réunion extraordinaire, à Tana, les 26 et 27 février 2009. A l'ordre du jour, la crise politique actuelle face à laquelle ce comité chargé de l'observation des élections et de l'éducation des citoyens estime « avoir un devoir ». Tout en appréciant les efforts de médiation du FFKM et des autres entités dans les négociations entre les deux protagonistes. « Nous apportons

nos encouragements à M. Marc Ravalomanana et M. Andry Rajoelina puisque l'avenir du pays dépend du succès de leurs négociations », déclare le KMF/CNOE. Non sans faire spécifier que « dans ce genre de face-à-face, il n'y a ni vainqueur ni vaincu car c'est l'intérêt supérieur de la Nation qui prime sur les intérêts personnels ». Souveraineté. Par ailleurs, le KMF/CNOE appelle l'ensemble de la société civile à prendre ses responsabilités parce que le pays a besoin de cette dernière. Et de réitérer le rôle de la société civile qui doit « servir d'interface entre le peuple et les dirigeants; de force de proposition; et d'interpellation et balise ». Une manière de souligner qu'« il importe de faire le distinguo entre le rôle



« La souveraineté appartient au peuple, source de tout pouvoir », selon le KMF/CNOE.

d'un parti politique dont l'objectif est de prendre le pouvoir et celui de la société civile qui n'a nullement cette visée ». La société civile se doit d'éviter tout ralliement politique, ajoute le bureau national. Celui du KMF/CNOE qui « rappelle que les élections sont le fondement de la

démocratie et que si aucune solution ne peut être dégagée, il faut rendre la décision au peuple malgache à qui appartient la souveraineté ». Bref, en dernier recours, le KMF/CNOE roule pour des élections anticipées pour solutionner la crise.

R.

28 FEVREIER 2009

Négociations

Mur Odon Razanakolona se retire du processus

Hier; l'Antevêqœd' Antananarivo, Mgr Odon Razanakolona, a annoncé, contre toute attente, qu'après mflres réflexions, il ne participera plus à la médiation entre le Président Marc Ravalomanana et l'ancien maire de la capitale Andry Rajoelina. Les négociations en étaient alors à leur quatrième journée. A l'origine de cet abandon de la médiation, le constat selon lequel "les négociations piétinent". Ce, "malgré les gros efforts déployés en

De sources bien itiformées, on a appris hier que la déclaration de l'ArcheVêque d'Antananarivo dans cette déclaration ne concerne pas le Fjkm (Conseil Oecuménique des Eglises Chrétiennes) et n'engage pas les autres membres.

vue de rapprocher les deux camps et de trouver un terrain d'entente". Mgr Odon Razanakolona a expliqué que le Ffkm a fait tout son possible pour que les négociations aboutissent mais se serait heurté contre un mur. L'Archevêque d'Antananarivo a en outre déclaré qu'il n'est et ne sera pas complice des événements passés et des événements futurs. Il a exhorté les Nations-Unies à trouver d'autres moyens pour relancer le processus de dialogue. Par la même occasion, Mgr Odon Razanakolona a lancé un appel aux forces de l'ordre pour sauvegarder la sécurité publique, protéger les biens et les personnes.

Tâche ardue

Rude a été la tâche confiée

aux Chefs d'Eglise du Ffkm dans le cadre de ces négociations; étant donné la grande divergence de vue des deux parties. Mais également l'attitude de certains extrémistes', à l'image des pro-Tgv qui ont hué et maltraité l'Archevêque d'Antananarivo lors d'un culte d'hommage aux victimes de la tentative de prise d'Ambohitsorohitra au Stade couvert de Mahamasina. Sans parler des menaces et des propos irrespectueux proférés par des analystes de certains médias à l'endroit des chefs religieux.

Tout un beau monde

Pour en revenir aux pourparlers d'Ambohimambola, normalement, les négociations en vue d'une sortie de crise devaient se faire entre

le Président de la République, Marc Ravalomanana, et Andry Rajoelina, accompagnés respectivement de leurs équipes de négociateurs "attitrés", à savoir Jacques Sylla, Noël Rakotondrambo et Ivohasina Razafimaheta d'une part; Ny Hasina Andriamanjato, Désiré Philippe Ramakavelo et Resampa d'autre part. Chose curieuse, Andry Tgv a emmené hier ses "ministres" et ses délégués d'arrondissements de la Commune Urbaine d'Antananarivo au Restaurant "Le

Ce, apprend-on, parce que beau monde aurait été "pr-t. dialoguer vu l'importance d'affaires nationales". Comme Andry Rajoelina n'est plus leader capable de porter les revendications de ses ouailles. Sans parler du non respect du principe de confidentialité des discussions, à tel point que Ffkm a été obligé de faire un rappel à l'ordre comme quoi est le seul habilité à faire des déclarations médiatiques tout au long des négociations.

Le sesame du développement

"L'ouvrier qui veut bien faire son travail doit commencer par aiguïser ses instruments."

(Confucius)

Hintsy" Ambohimambola.

SEHATRA FANARAHAN'NY FIANAMANANTANAN
SeFaFi
Observatoire de la Vie Publique
Rue Rajakoba Augustin Ankadivato Antananarivo
Tél.: 22 663 99 Fax: 22 663.59 Email: mrcabram@moov.mg

LES PRATIQUES POLITIQUES ET LES MOYENS D'ACCÉDER AU POUVOIR DEPUIS 1972 : UNE RELECTURE PROPOSÉE PAR LE SeFaFi (suite)

C - Les conséquences ces pratiques politiques

Il découle de ce qui précède que l'administration subordonne le service des citoyens à celui des dirigeants. La même concentration s'observe au plan national, les formés successives de décentralisation ne concédant aux collectivités territoriales que l'apparence du pouvoir, le centre se réservant les décisions importantes.

Et pour convaincre la population de suivre ses dirigeants, il faut empêcher l'expression des points de vue opposés. Les médias officiels sont donc voués à la glorification du régime et les opposants en sont exclus ; et pour faire bonne mesure, les médias privés ne peuvent diffuser sur l'ensemble du territoire. Si certains s'obstinent à ne pas s'y conformer, quoi de plus simple que d'intimider les propriétaires ou de corrompre les journalistes? Et si ces mesures s'avèrent encore insuffisantes, les stations ou les émissions sont interdites. Cette censure qui ne dit pas son nom est rendue possible grâce à la loi sur la communication, dont la mise à jour est sans cesse promise et jamais réalisée.

Les autres contre-pouvoirs, pourtant essentiels au bon fonctionnement d'une démocratie, sont tout aussi limités ou inexistantes. Ainsi des syndicats ouvriers, largement persécutés dans l'industrie (notamment les zones franches) comme dans l'administration ; et des syndicats patronaux, dont les revendications ne sont guère prises en compte. Les intellectuels se font discrets, fragilisés par des compétences limitées, des nominations arbitraires et des conditions de vie déplorables. Quant aux Eglises, elles sont instrumentalisées pour la plupart et largement rémunérées pour leur servilité et allégeance, alors que les autres se voient ignorées ou intimidées. Même les entités traditionnelles comme les " Tangalamena " sont appelées à la rescousse pour soutenir le pouvoir dès que celui-ci sent monter la contestation. Enfin, dès que la société civile fait preuve d'indépendance d'esprit, le pouvoir suscite des associations parallèles qui lui sont asservies.

Ces dérives du pouvoir et les promesses non tenues génèrent frustrations et mécontentements au sein de l'ensemble de la population. Faute de contre-pouvoirs institutionnalisés, les contestations du pouvoir se déroulent hors cadre légal et institutionnel.

La conséquence en est l'absence du sens de l'Etat, d'un Etat qui soit le garant du bien commun de la nation, et dont l'action politique soit véritablement libre face aux intérêts particuliers, qu'ils soient ethniques, économiques ou financiers, de caste ou de classe sociale d'appartenance politique ou religieuse, etc. Dans la pratique au contraire, l'accession au pouvoir implique pour l'intéressé un devoir de redistribution à l'égard de sa famille, de ses relations, de son ethnie, et de tous les réseaux qui ont permis son ascension. Cette conception patrimoniale du pouvoir est l'origine des délits d'intérêts et des conflits entre les intérêts publics et les intérêts privés, jusqu'à la plus haute sphère de l'Etat. La corruption, le trafic d'influence et le détournement de fonds publics y trouvent aussi bien leur source que la raison d'une immunité quasi-générale.

La non maîtrise du temps est également caractéristique du comportement des responsables politiques. Vivant dans l'instant présent, ils ne se soucient pas d'analyser le passé pour tirer la leçon des échecs subis, et ne se projettent pas davantage dans le futur pour faire les prévisions indispensables à l'organisation de l'action collective. Cet état d'esprit se manifeste notamment par l'absence de tout programme politique, tant de la part du pouvoir que de l'opposition. A l'avenir, les politiciens devront faire la preuve qu'ils sont capables de prospective, s'ils veulent faire face dans les meilleures conditions à leurs responsabilités publiques.

Autres facteurs handicapant la vie politique

D'autres facteurs encore handicapent la vie politique, que l'on retrouve dans tous les comportements : la peur et la jalousie, et leur corollaire, le manque de confiance en l'autre. L'engagement politique peut se définir comme un contrat de confiance passé avec l'élu conclu sur la base de promesses faites à l'électeur, elle est aussi un contrat passé par l'élu avec son parti politique, sur la base des valeurs et du programme qu'il défend. Mais le défiance est-elle que bien des réalisations sont sabotées parce que le mérite en reviendrait à d'autres, la réussite des uns étant insupportable aux autres. Ce manque de confiance explique aussi la prolifération et l'impuissance des partis politiques, chacun voulant être le premier chez lui et ne faisant confiance qu'à ses proches.

Ainsi depuis l'indépendance, quatre mouvements populaires ont marqué l'histoire de Madagascar et fait l'objet de répressions sanglantes par les forces armées:

- le 1^{er} avril 1971, insurrection dans le Sud réclamant plus de justice sociale;
- le 13 mai 1972 à Antananarivo révolte des étudiants et des intellectuels, des Zoam (Jeunes chômeurs) dénonçant les 'accords de coopération franco-malgaches et réclamant la malgachisation dans tous les secteurs et le Fanjakar'ny madinika;
- le 10 août 1991, "marche de la liberté" vers le palais d'Avoloha;
- le 7 février 2009, tuerie devant le Palais d'Ambohitsohitra.

Le dénominateur commun de ces mouvements c'est qu'ils expriment les aspirations profondes du peuple qui exigent que le pouvoir d'Etat prenne en compte l'intérêt commun: justice sociale, liberté, démocratie.

Dans tous ces cas des hommes exerçant le Ylouvoir parce qu'ils ont été élus par leurs concitoyens ont fait tirer sur la foule dans le seul but de conserver ce pouvoir.

Conception du pouvoir

Les carences institutionnelles qui viennent d'être évoquées ne sont pas l'effet du hasard. Elles sont ancrées dans des pratiques immuables d'un régime à l'autre, d'un dirigeant à l'autre. En ce domaine, le premier handicap est la conception du pouvoir qui a été évoquée supra-prévaut tant dans la mentalité des citoyens que dans l'esprit des dirigeants. Etre le chef est tenu pour un état plus que pour une fonction, un honneur plus qu'une responsabilité. Mais suffit-il d'être élu résident, député ou maire pour un mandat de quelques années pour devenir par le fait même un "Ray amandreny" plein de sagesse et de raison? En toute hypothèse, la conviction d'être un Ray amandreny en politique n'autorise pas à infantiliser les citoyens et les subordonnés. Dans une administration ou une entreprise, être le zoky suffit-il à garantir le jugement et les compétences acquises, et être le zandry ôte-t-il toute compétence et tout sens des responsabilités? Devant une autorité, la population se comporte encore avec révérence quasi-sacrée, et toujours craintive, qu'elle manifestait à l'égard des Mparjaka. La critique et plus encore le langage affronté sont viciés, du moins en public, et l'opposant est celui qui, au mieux, transgresse les bonnes manières, et, au pire, fait preuve d'irresponsabilité.

Un autre comportement défaillant se retrouve dans la relation du citoyen à la nation, et celle du Malgache à son ethnie. Le fait est que l'horizon naturel de la solidarité reste l'ethnie, pour les raisons tout à fait compréhensibles d'efficacité autant que de réflexe identitaire. Mais cela entraîne une méconnaissance de la nation et de l'Etat qui est en charge de son organisation et de son bien commun. A ce niveau, chacun le sait mais personne n'ose le dire, l'unité nationale reste fragile.

Reste la référence emblématique de la culture malgache fihavanana. Instrumentalisé dans les familles au point de se confondre parfois avec le parasitisme, il est systématiquement récupéré par les politiques. Ceux-ci se réclament de lui après chaque élection truquée pour mieux exclure les opposants, ou pour faire oublier leurs échecs lorsque s'étend le mécontentement populaire. Il est donc urgent de lui rendre sa signification traditionnelle, et de reconnaître les exigences qu'il apporte dans la société moderne. Pratiquer le fihavanana aujourd'hui et à l'échelle nationale, c'est reconnaître et traiter tout concitoyen comme un parent, quelle que soit sa région ou sa caste, la couleur de sa peau ou son ethnie d'origine. A ce titre, le fihavanana doit devenir le plus sûr critère de l'identité de la nation, et le meilleur ciment de son unité...

*** D – Faire le bilan pour une refondation

Le moment est venu de faire un bilan sans acrimonie, afin de dissiper les malentendus et de désamorcer les rancunes. Le moment est venu aussi de mettre en place les structures capables d'absorber les chocs politiques et sociaux, et de réformer les pratiques de pouvoir qui ont fait la preuve de leur nocivité. Il faut jeter les bases d'un Etat dans lequel le citoyen assume ses droits autant que ses devoirs, et qui garantisse l'égalité de tous devant la loi. Des dispositions institutionnelles et pratiques politiques devront assurer une alternance démocratique respectueuse du choix des citoyens. Ce choix pour être pertinent nécessite la mise en oeuvre de mécanismes permettant d'éclairer l'électorat, afin qu'il ne s'ait plus "infantilisé".

L'unité et la solidarité nationales, conditions du développement, ne doivent pas être fragilisées à chaque soubresaut politique. Aussi est-il impératif de réconcilier la classe politique et le peuple sans distinction, en surmontant les déchirures politiques et économiques, catégorielles et régionales. L'urgence s'impose de forger une vision commune de la nation, et de favoriser l'engagement de tous les citoyens à sa réalisation. Pour mener à bonne fin une telle entreprise, il faudrait sans doute garder en mémoire cette exhortation du défunt Rémi Rakibera: "De grâce, osons regarder en face les réalités culturelles, sociales, ethniques, économiques et religieuses de notre Grande Ile".

Antananarivo, le 17 février 2009

1. Dans Souvenirs et témoignages malgaches. De la colonisation à la III^e République paragraphe intitulé: "Pouvons-nous parler de peuple et de nation malgache?" Foi et Justice, 2008, p.203